

Conférence mondiale sur la Décennie des Nations Unies sur l'éducation au développement durable, 10 au 12 novembre 2014, Nagoya, Japon

Christian Payeur

Volume 12, 2014–2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1083358ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

1373-9689 (imprimé)
2561-2271 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Payeur, C. (2014). Compte rendu de [Conférence mondiale sur la Décennie des Nations Unies sur l'éducation au développement durable, 10 au 12 novembre 2014, Nagoya, Japon]. *Éducation relative à l'environnement*, 12, 241–244.

L'ÉVÉNEMENT EN ÈRE

COMPTES RENDUS

Conférence mondiale sur la Décennie des Nations Unies sur l'éducation au développement durable 10 au 12 novembre 2014, Nagoya, Japon

Les Nations Unies ont déclaré les années 2005 à 2014 comme étant la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable (EDD). La Conférence mondiale de l'UNESCO « Apprendre aujourd'hui pour un avenir viable », qui s'est tenue du 10 au 12 novembre 2014, à Nagoya, avait pour objectif d'en faire le bilan et d'adopter un programme d'action global pour les années futures¹. Plus de 1 000 participants se sont réunis à cette occasion.

Quelques éléments de bilan

Comme c'est trop souvent le cas pour les questions éducatives qui ne soulèvent pas la controverse, la Décennie et la Conférence finale de Nagoya sont passées inaperçues dans les médias. Pourtant le bilan en est plutôt positif et les perspectives du programme d'action s'avèrent intéressantes. De là, l'importance de diffuser ce bilan et de formaliser davantage les engagements publics.

Le Rapport final de cette décennie, soumis à Nagoya, permet plusieurs observations essentielles pour la suite des choses. Ces constats rejoignent les tendances observées par le bilan réalisé pour l'Organisation internationale de la Francophonie par la Fondation Monique-Fitz-Back. La similitude et la convergence des thèmes ressortent des deux bilans.

Le premier constat est que l'EDD, catalyseur du développement durable, est devenu une préoccupation pour la plupart des pays. Mais il reste beaucoup à faire. La Décennie aura notamment permis de sensibiliser l'opinion publique sur l'importance d'assurer la pérennité de notre monde pour les générations futures et de stimuler les initiatives d'EDD, sans pour autant justifier quiconque d'arrêter les efforts pour les années à venir.

Un autre constat majeur met en évidence l'importance du leadership politique, en même temps que celle de partenariats multiples, tant au sein des institutions d'enseignement qu'avec les organisations de la société civile et les instances locales. De ce point de vue, l'exemple du Québec constitue une illustration notable d'une faiblesse du leadership politique en matière d'éducation au développement durable. Ce sont les réalisations de la société civile et des institutions d'enseignement qui ont évité le surplace. Alors que le réseau des Établissements verts Brundtland de la CSQ est cité en exemple à travers le monde, on peine encore à trouver un engagement clair du ministère responsable de l'Éducation au Québec à l'égard de l'éducation au développement durable. Le bilan de la Décennie confirme l'importance de clarifier et de renforcer ce leadership à l'avenir dans tous les pays où ce n'est pas déjà fait.

Les enjeux environnementaux constituent l'axe principal d'engagement du milieu scolaire. Les changements climatiques ainsi que les catastrophes qui y sont associées, les menaces à la biodiversité, le vivre ensemble difficile et les problèmes croissants liés à l'impact de la dégradation de l'environnement sur la santé démontrent l'urgence d'agir et d'amener les élèves à poser un regard critique sur le monde d'aujourd'hui. L'EDD intègre ces problématiques dans l'enseignement et l'apprentissage.

L'éducation au développement durable s'avère également un puissant stimulant de l'innovation pédagogique. On ne peut envisager éduquer à la durabilité sans favoriser une pédagogie interactive, sans faciliter l'émergence d'une citoyenneté favorisant la résolution de problèmes, la créativité et la réflexion critique. Néanmoins, la diversité des sources de production de matériel pédagogique devrait convaincre de la nécessité de l'adoption d'une Charte de l'EDD susceptible d'assurer la qualité des outils produits.

Un programme d'action global

Ce bilan positif doit-il nous amener à croiser les bras et à *surfer* sur les acquis? Ce n'est certes pas l'avis des participants à la Conférence de Nagoya, qui ont adopté un programme d'action global pour l'éducation au développement durable qui s'étale sur les dix prochaines années.

Les grands défis du monde actuel exigent une bonne dose d'éducation pour être relevés : changements climatiques, biodiversité, développement d'une consommation et d'une production durables, droits des enfants, pauvreté, etc. Dans la Déclaration finale² de la Conférence et le Plan d'action qui en résulte, on fonde explicitement le projet d'éducation au développement

durable sur le respect des droits humains et sociaux définis par les différentes instances des Nations Unies. C'est dans cette perspective qu'il est proposé d'accélérer l'action en faveur du développement durable.

Le plan d'action issu de la Conférence vise un renforcement du leadership politique, un soutien efficace aux éducateurs, aux jeunes et aux communautés locales.

Conclusion

Ce type de grandes conférences est utile pour permettre d'évaluer les grandes tendances à l'œuvre au plan international et pour cerner quelques enjeux clés. Elles sont des occasions de renouvellement de l'analyse et des perspectives. En ce sens, la Conférence de Nagoya a bien joué son rôle.

Près de soixante ateliers ont permis d'explorer différents volets du plan d'action en approfondissant des thèmes tels que la formation professionnelle et technique plus verte, la formation des enseignants, la contribution de l'éducation à la lutte aux changements climatiques, la citoyenneté mondiale et l'éco-pédagogie, les énergies renouvelables, la santé, etc.

Six défis à relever pour l'avenir ressortent du bilan réalisé pour les pays francophones et permettent d'identifier quelques grands défis pratiques des prochaines années :

1. Favoriser le réseautage entre les différents acteurs de la Francophonie qu'ils soient issus du monde politique, universitaire, scolaire associatif;
2. Accroître la diffusion de matériel pédagogique en français et adapté aux différents contextes des pays, des régions et des écoles;
3. Permettre un meilleur accès aux technologies de l'information et des communications en support à la diffusion de l'éducation au développement durable;
4. Soutenir le recours à des stratégies novatrices de formation des enseignants, en incluant la formation à distance;
5. Développer différentes formules de reconnaissance de l'engagement des jeunes, des enseignants et des établissements à travers de solides campagnes de sensibilisation et de mobilisation;

6. Assurer une action mieux reconnue et mieux soutenue des organismes de la société civile par l'adoption d'une Charte de l'éducation au développement durable.

Bref, il y a encore du travail à faire.

Christian Payeur

Fondation Monique-Fitz-Back

¹ www.unesco.org/new/fr/unesco-world-conference-on-esd-2014/

² www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/Declaration-Nagoya_FR_Version-Finale.pdf

Colloque « Écocitoyenneté et innovation sociale » Poitiers, Octobre 2014

L'écocitoyenneté, concept né dans les années 80, tentait d'associer le souci environnemental et l'action citoyenne. Pourtant, elle a vu sa signification rapidement se restreindre au domaine des pratiques quotidiennes et singulièrement aux éco-gestes. Certes, il y a de la vertu à économiser l'énergie, réduire ses déchets, pratiquer des choix de consommation durables, mais à évacuer la dimension critique de l'éducation à l'environnement, on écarte la réflexion pourtant nécessaire sur le fonctionnement du système politique et économique pour se limiter à une gestion environnementale à durabilité faible. C'est pourtant sous cette signification très étroite que l'écocitoyenneté est généralement comprise.

Pourtant, l'écocitoyenneté s'exerce depuis une vingtaine d'années dans les pratiques de concertation qui se sont diffusées dans les champs de l'environnement, de la gestion urbaine, des projets territoriaux divers. Des dispositifs très variés s'institutionnalisent et ont pour but de susciter la discussion collective d'enjeux publics. C'est pour explorer ce thème que l'Ifrée a organisé à Poitiers, les 21 et 22 octobre 2014, un colloque dont le thème était « **Écocitoyenneté et innovation sociale** ». Comme tous les colloques de l'Ifrée, il visait à rassembler chercheurs et praticiens engagés dans la recherche dans ce domaine.

La discussion est un processus d'apprentissage où le public se réapproprie à la fois les connaissances qui lui sont nécessaires et l'espace politique où il peut s'exprimer. Cependant, la diversité des approches est considérable : entre une